

Monsieur le DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD,

C'est dans un contexte politique inédit voire ubuesque que s'est faite la rentrée 2024 par des personnels des écoles qui ont été dans leurs écoles pour la préparer et accueillir leurs élèves correctement sans se soucier de paroles de cette ministre éphémère.

L'École a toujours fait front pour la République. Il est temps que la République et ses élu.es fassent front pour l'école », et appellent « à un front républicain pour l'École ». La rentrée scolaire est très politique cette année. Nous assistons à un déni de démocratie aux conséquences graves qui décrédibilise la parole politique, suite au non-respect du vote, « principe fondamental de notre démocratie que nous devons en tant qu'enseignant.es transmettre à nos élèves ». Nous soulignons la contradiction avec les nouveaux programmes d'EMC exhortant les enseignant.es à « faire comprendre que par leur vote, les citoyens et citoyennes assurent le bon fonctionnement de la démocratie ». Dans un contexte de ministre démissionnaire, la FSU-SNUipp interpelle les parlementaires à faire front pour l'École car ils ont « les moyens de faire bouger les choses. Rappelons que la France dépense peu pour le premier degré : la question du vote du budget qui aura lieu au Parlement est donc centrale.

Depuis 2017, nous assistons à une avalanche de prescriptions et de déclarations qui font pschitt et non accompagnées de moyens : l'uniforme, les programmes, l'autorité, les modalités d'apprentissage, la dictée... Ces déclarations ne servent que l'objectif d'éviter de parler des moyens de l'École alors que l'École doit bénéficier d'un choc de moyens.

Pour traiter la difficulté scolaire, la FSU-SNUipp demande la restauration du dispositif « plus de maîtres que de classes », des RASED. Dans les urgences, elle rappelle la nécessité d'un Acte 2 de l'école inclusive avec des formations et un statut pour les AESH, des places en ESMS.

La question des effectifs est la clé de voûte. La FSU Snuipp réaffirme que c'est « un levier de réussite scolaire », propice à améliorer le climat scolaire, à mieux accompagner les élèves. Nous rappelons que les salaires des enseignant.es sont inférieurs à la moyenne, la persistance d'inégalités salariales entre hommes et femmes et le déclassement salarial des milieux de carrière. Désormais, nous pouvons parler de « crise structurelle de la crise du recrutement qui perdure depuis 2013 ». 16% des postes ne sont pas pourvus en cette rentrée. Cette crise met le doigt sur les nombreuses difficultés du système actuel : la mobilité des carrières, la mobilité géographique, la reconversion, le recrutement, la formation...

Enfin l'État contribue bien à la concurrence qui organise l'entre-soi au mépris de la mixité. Entre 2023 et 2024, l'augmentation des crédits alloués a d'ailleurs augmenté de 6,7% pour les écoles privées contre 4,58% pour les écoles publiques. Notre syndicat demande « l'arrêt du financement d'une École ségrégative ». Ce sont en effet 10,4 milliards d'euros versés aux écoles privées sous contrat sans contrôle.

Une école inégalitaire n'est pas une fatalité pour la FSU-SNUipp, qui annonce une rentrée combative et propose des mesures à court et moyen terme.

Dans notre département, nous assistons à une rentrée chaotique : des écoles avec des taux d'encadrement encore trop élevés, une grande majorité de collègues TR déjà positionnés sur des postes pour l'année scolaire, ce qui laisse présager de grandes difficultés pour le remplacement dans toutes les circonscriptions, un nombre de contractuels diminué de plus de la moitié, des notifications d'accompagnements individuels qui ne pourront être honorés même par le biais de la mutualisation, des compléments de service non pourvus, des nominations le jour de la pré-rentrée....

Et ce n'est certainement que la face émergée de l'iceberg landais ! Pouvons-nous dire que nous sommes inquiets ? OUI, nous le sommes. Le mot est faible.

Nous espérons qu'aucune classe ne fermera en cette rentrée ce qui mettrait à mal les élèves et les enseignant.es. Nous demandons que des postes de TR soient créés de façon pérenne. Les conditions de travail et d'enseignement ne doivent pas se dégrader plus qu'elles ne le sont déjà.

En attente de réponses concrètes, nous vous remercions pour votre écoute.